

Table des matières

1

L'exécution des peines et mesures privatives de liberté en Belgique : le droit nouveau est-il vraiment arrivé ? 7

Marie-Aude BEERNAERT
professeur à l'U.C.L.

SECTION 1

Le statut juridique interne des détenus : une protection juridique encore extrêmement partielle	9
A. <i>Les articles 71, 72, § 1^{er}, 73 et 74, §§ 1^{er} à 4 relatifs à la religion et la philosophie</i>	9
B. <i>L'article 98 instituant le Conseil pénitentiaire de la santé</i>	11
C. <i>Les articles 4 à 6 et 8 à 13 portant des principes généraux</i>	11
1. Les principes applicables à tous les détenus	12
2. Les principes applicables aux condamnés	15
3. Les principes applicables aux inculpés	15
D. <i>L'article 57 et la correspondance protégée</i>	16
E. <i>Le titre VI relatif à l'ordre, la sécurité et le recours à la coercition</i>	16
1. Principes généraux	17
2. L'identification et la fouille	18
a) <i>La fouille des vêtements</i>	19
b) <i>La fouille à corps</i>	20
c) <i>La fouille de cellule</i>	22
3. Les mesures de sécurité particulières et le placement sous régime de sécurité particulier individuel	22
4. Les mesures de coercition directe	25
F. <i>Les dispositions modificatives et abrogatoires</i>	26
1. L'abrogation de l'article 30 ^{ter} du Code pénal	26
2. La modification de l'article 20 de la loi sur la détention préventive	27

SECTION 2

Le statut juridique externe des détenus : une réglementation à deux vitesses	28
En guise de conclusion	31

2

Les droits de la défense du détenu dans l'exécution des peines privatives de liberté 33

Clothilde HOFFMANN

avocat

Thierry MOREAU

avocat, chargé de cours à l'U.C.L.

SECTION 1

Les droits de la défense et le régime disciplinaire	35
A. <i>La détermination des infractions disciplinaires et des sanctions disciplinaires</i> . .	37
1. Les infractions disciplinaires	38
2. Les sanctions disciplinaires	41
B. <i>La procédure disciplinaire</i>	44
1. La circulaire n° 1777 du 2 mai 2005	46
a) <i>Le dossier disciplinaire</i>	46
b) <i>La décision de poursuivre</i>	46
c) <i>L'audition par le directeur</i>	47
d) <i>La décision</i>	47
e) <i>Les mesures provisoires</i>	49
f) <i>L'intervention de l'avocat dans la procédure</i>	50
2. Les droits de la défense dans le cadre de la procédure disciplinaire	51
a) <i>La brièveté des délais</i>	51
b) <i>Les moyens de convocation de l'avocat</i>	53
c) <i>Les facilités nécessaires à la préparation de la défense</i>	54
d) <i>Les conditions dans lesquelles se déroulent les auditions disciplinaires</i>	55
C. <i>Les recours contre les décisions disciplinaires</i>	56
1. Les recours ordinaires	57
a) <i>Le recours devant le Conseil d'État</i>	58
1° Les décisions qui collaborent directement à l'exécution du jugement ou de l'arrêt par lequel le détenu a été condamné à une peine de prison	61
2° Les décisions qui portent atteinte à un droit subjectif	62
3° Les mesures d'ordre intérieur	63
b) <i>Les juridictions répressives</i>	66
c) <i>Le juge des référés</i>	66
2. Le droit de plainte des détenus consacré par la loi de principes	68
a) <i>La commission des plaintes</i>	69
b) <i>La commission d'appel du Conseil central</i>	73

SECTION 2

Les droits de la défense dans les différentes modalités d'exécution de la peine	73
A. <i>Les modalités d'exécution de la peine relevant de la compétence du ministre de la Justice</i>	74

1. La permission de sortie	74
2. Le congé pénitentiaire	76
3. L'interruption de l'exécution de la peine	78
4. La place des droits de la défense	79
a) <i>L'absence de place pour les droits de la défense</i>	79
b) <i>L'absence de recours effectif</i>	79
c) <i>L'utilisation problématique de ces mesures comme préalable à d'autres modalités d'exécution de la peine</i>	80
B. <i>Les modalités d'exécution de la peine accordées par le ministère public ou le ministre de la Justice dans l'attente de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi relative au statut juridique externe</i>	81
1. Les arrêts de fin de semaine	82
2. La semi-détention	82
3. La semi-liberté	82
4. La surveillance électronique	83
5. La libération provisoire	83
a) <i>La libération provisoire d'office</i>	84
b) <i>La libération provisoire en vue de l'éloignement du territoire</i>	84
c) <i>La libération provisoire en vue d'extradition ou de remise</i>	85
d) <i>La libération provisoire pour raisons médicales</i>	85
6. La place des droits de la défense	86
a) <i>Les problèmes liés à l'accès au dossier</i>	86
b) <i>Des révocations, des suspensions et des révisions sans obligation d'entendre le condamné</i>	86
c) <i>L'absence d'accès au droit</i>	86
d) <i>Les recours</i>	87
e) <i>Des droits de la défense en échange d'un dispositif plus sévère</i>	88
C. <i>Les modalités d'exécution de la peine octroyées par le tribunal de l'application des peines</i>	89
1. La détention limitée et la surveillance électronique	90
2. La libération conditionnelle	90
3. La mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise	91
4. Les droits de la défense	91
a) <i>Au stade de la constitution du dossier par la direction de l'établissement pénitentiaire</i>	91
b) <i>Au stade de la comparution devant le tribunal de l'application des peines</i>	92
1° <i>L'absence de sanction du non-respect des délais</i>	92
2° <i>Le délai très court de consultation du dossier</i>	94
3° <i>L'impossibilité pour l'avocat de représenter le condamné</i>	95
c) <i>Au stade du prononcé</i>	95
1° <i>La publicité du prononcé</i>	95
2° <i>L'absence de sanction du dépassement du délai dans lequel le tribunal de l'application des peines doit prononcer son jugement</i>	96
d) <i>Les voies de recours</i>	97

e) <i>L'arrestation provisoire</i>	97
En guise de conclusion	98

3

Un an de jurisprudence de la Cour de cassation relative au tribunal de l'application des peines

103

Frédéric CLOSE

président de section à la Cour de cassation, collaborateur à l'U.Lg.

Gian-Franco RANERI

référénaire à la Cour de cassation, maître de conférence à l'U.L.B.

Introduction	104
---------------------------	-----

SECTION 1

Le tribunal de l'application des peines	108
---	-----

A. <i>Généralités</i>	108
-----------------------------	-----

1. Une section du tribunal de première instance	108
---	-----

2. Compétence territoriale	109
----------------------------------	-----

3. Représentation des parties devant le T.A.P.	110
---	-----

a) <i>La représentation du condamné</i>	110
---	-----

b) <i>La représentation de la victime</i>	111
---	-----

c) <i>Un problème voisin : le ministère public est-il ici interchangeable ?</i>	111
---	-----

4. Les droits reconnus par l'article 6 C.E.D.H.	112
--	-----

a) <i>L'article 6 C.E.D.H. est, comme tel, inapplicable au T.A.P.</i>	112
---	-----

b) <i>... ce qui n'exclut pas l'application des droits qu'il consacre, au titre de principes généraux du droit</i>	113
--	-----

1° Le tribunal indépendant et impartial	113
---	-----

2° La présomption d'innocence	118
-------------------------------------	-----

5. La place de la victime	119
---------------------------------	-----

6. L'emploi des langues	120
-------------------------------	-----

B. <i>La procédure</i>	122
------------------------------	-----

1. Le délai dans lequel la cause doit être examinée	122
---	-----

2. Le délai minimum entre la convocation et l'audience	122
--	-----

3. Le lieu de mise à disposition du dossier	123
---	-----

4. Les conclusions	123
--------------------------	-----

C. <i>Le jugement</i>	124
-----------------------------	-----

1. La motivation	124
------------------------	-----

2. L'appréciation souveraine du tribunal	125
--	-----

3. La prononciation	126
---------------------------	-----

a) <i>Le délai dans lequel le jugement doit être rendu</i>	126
--	-----

b) <i>La prononciation en audience publique...</i>	127
--	-----

c) <i>en présence du ministère public</i>	129
---	-----

d) <i>... par un tribunal régulièrement composé</i>	131
---	-----

e) ... et en dehors de la prison	132
4. La notification	133
5. La rectification	135
6. Les voies de recours	136
SECTION 2	
Le droit matériel : les modalités d'exécution de la peine	137
A. Généralités	137
B. La détention limitée	137
C. La surveillance électronique	138
1. La définition	138
2. La procédure	139
3. Le jugement	140
4. La révocation	140
D. La libération conditionnelle	141
1. La définition	141
2. Les conditions d'obtention	143
3. La procédure	144
4. La décision de non-octroi	144
5. La décision de révocation	145
a) Les causes de révocation	145
b) L'obligation de préciser la durée de la peine restant à exécuter	146
c) L'obligation d'indiquer la date du prochain avis	147
d) La procédure ultérieure	148
6. Un cas particulier : la libération conditionnelle en cas de nouvelle incarcération du condamné pour des faits étrangers aux condamnations pour lesquelles il avait bénéficié de cette modalité d'exécution de la peine	148
E. La mise en liberté provisoire en vue de l'éloignement du territoire ou de la remise	151
SECTION 3	
Le pourvoi en cassation	154
A. Nature du recours	154
B. Décisions susceptibles de pourvoi	154
C. Parties pouvant se pourvoir	156
D. Délai pour se pourvoir	158
E. Forme du pourvoi	161
1. La déclaration au greffe du T.A.P.	161
2. La déclaration à la prison	161
3. Considérations générales	161
a) La langue du pourvoi	161
b) Le contenu de la déclaration	162

c) « <i>Pourvoi sur pourvoi ne vaut</i> »	162
F. <i>Désistement</i>	162
G. <i>Présentation des moyens de cassation</i>	163
H. <i>Effets du pourvoi</i>	164
1. L'effet dévolutif	164
2. L'effet suspensif	165
a) <i>Délai pour se pourvoir</i>	165
b) <i>Pourvoi</i>	165
3. L'absence d'effet relatif	166
I. <i>Procédure devant la Cour</i>	166
1. La transmission du dossier	166
2. La fixation à l'audience	167
3. La composition du siège	167
a) <i>Chambres à trois ou à cinq conseillers</i>	167
b) <i>Le cumul des fonctions</i>	168
4. La comparution du condamné	170
5. Le dépôt de pièces	172
6. Le délai pour statuer	172
J. <i>Pièces auxquelles la Cour peut avoir égard</i>	174
K. <i>Décision de la Cour</i>	176
1. La rectification d'une erreur matérielle	176
2. La structure de la décision	176
a) <i>Les divisions de l'arrêt</i>	176
b) <i>La technique de cassation</i>	176
3. L'appréciation des moyens	177
a) <i>La technique de cassation</i>	177
b) <i>Quelques exemples</i>	178
1° Exemples de moyens irrecevables	178
2° Exemples de moyens qui manquent en fait	180
3° Exemples de moyens qui manquent en droit	182
L. <i>Questions préjudicielles</i>	184
M. <i>Renvoi après cassation</i>	184
1. La juridiction de renvoi	184
2. Le condamné doit-il avoir à nouveau accès au dossier avant l'audience de la juridiction de renvoi ?	185
3. Le délai pour statuer	186
a) <i>Non prescrit à peine de nullité</i>	186
b) <i>Non substantiel</i>	186
Conclusions	187

4

**La surveillance électronique :
liberté virtuelle ou prison virtuelle ? 191**

Thierry MOREAU

avocat, professeur à l'U.C.L.

Pierre REYNAERT

directeur du Centre national de surveillance électronique, assistant à l'U.L.B.

SECTION 1

Historique et approche générale de la surveillance électronique
en Belgique 193

A. *Une brève description du dispositif belge* 193

B. *L'évolution de la surveillance électronique en Belgique* 194

SECTION 2

La décision de placement sous surveillance électronique 197

A. *La distinction entre les personnes condamnées à une peine
de moins et de plus de trois ans* 197

B. *Les demandes des condamnés à une peine de trois ans d'emprisonnement
ou moins* 201

1. Les conditions 202

2. La procédure 202

a) *La procédure lorsque la décision est prise par le directeur* 203

b) *La procédure lorsque la décision est prise par le Service
des cas individuels (S.C.I.)* 207

C. *Les demandes des condamnés à une peine de plus de trois ans
d'emprisonnement* 208

1. Les conditions 208

2. La procédure 209

a) *L'introduction de la demande* 209

b) *L'avis du directeur et l'éventuel passage en conférence du personnel* 210

c) *L'avis du ministère public et la fixation du dossier à l'audience* 213

d) *L'audience* 214

e) *Le jugement, sa notification et le moment où il devient exécutoire* 215

f) *Le pourvoi en cassation* 218

g) *La modification de la décision avant sa mise à exécution* 220

D. *L'octroi de la surveillance électronique sur la base de l'article 59
de la loi relative au statut juridique externe* 221

SECTION 3

La mise en œuvre et le suivi de la surveillance électronique 222

A. *Les aspects de la mise en œuvre de la surveillance électronique
réglés par la loi relative au statut juridique externe* 222

1. Les articles 62 et 63 de la loi relative au statut juridique externe applicables aux condamnés à une peine de plus de trois ans d'emprisonnement	223
2. La situation des condamnés à une peine de trois ans d'emprisonnement ou moins	226
B. <i>Les aspects de la mise en œuvre de la surveillance électronique qui ne sont pas réglés par la loi relative au statut juridique externe</i>	227
1. L'installation du box et le placement du bracelet	227
2. L'entrée en scène de l'assistant de justice	229
3. L'horaire	230
4. La réaction en cas de non respect de l'horaire	232
5. Le périmètre ou chez moi je ne suis pas chez moi	234
SECTION 4	
La révocation, la suspension et la révision de la surveillance électronique	236
A. <i>Les condamnés à une peine de plus de trois ans d'emprisonnement</i>	236
B. <i>Les condamnés à une peine de trois ans d'emprisonnement ou moins</i>	239
SECTION 5	
La fin de la surveillance électronique	240
SECTION 6	
En guise de conclusions	241
5	
La peine de travail au quotidien	245
Pedro Ferreira Marum <i>attaché à la cellule expertise de la DG Maisons de justice</i> avec la collaboration d'Annie Devos <i>directrice générale du Service des Maisons de justice</i>	
Introduction	246
SECTION 1	
La peine de travail	247
A. <i>Définition</i>	247
B. <i>Caractéristiques</i>	248
1. Contexte judiciaire	248
2. Cinq possibilités	249
3. Caractéristiques :	249
4. Récidive et concours	249
5. Délai d'exécution de la peine de travail	250
6. Encadrement de la peine de travail	250

7. Extrait du casier judiciaire	250
C. <i>Jurisprudence</i>	250
D. <i>Contenu concret de la peine de travail</i>	253
1. Lieux de prestation et postes de travail	253
2. Typologie des peines de travail	254
3. Tâches reprises dans les peine de travail	256
4. Relevé des tâches prévues dans les peines de travail	256
E. <i>Plages horaires de peines de travail</i>	260
1. L'offre de journée	260
2. L'offre de soirée	261
3. L'offre de week-end	262
F. <i>Modalités</i>	263
1. Décision relative à une peine de travail	263
2. Détermination du contenu concret de la peine de travail	264
G. <i>Le taux de réussite de la peine de travail</i>	265
H. <i>La peine de travail comme alternative</i>	265
I. <i>Le travail d'intérêt général</i>	267
1. Définition	267
2. Contexte	268
a) <i>Avant le 1er mai 2004</i>	268
b) <i>Après le 22 juin 2005</i>	268
3. Modalités	269
4. Cohabitation T.I.G.-P.T.A.	269

SECTION 2

Les acteurs de l'exécution de la peine de travail	269
A. <i>Le condamné à une peine de travail</i>	269
1. Le choix de la difficulté	269
2. Premier rôle	270
3. Son profil en 2007	275
a) <i>Activités professionnelles</i>	275
b) <i>Catégories d'âge des justiciables</i>	278
c) <i>Sexe des justiciables</i>	280
d) <i>Pays de naissance des justiciables</i>	281
e) <i>Types de faits</i>	281
f) <i>Infractions de roulage versus délits de drogue</i>	284
B. <i>Les maisons de justice</i>	286
1. Historique	286
2. Missions des maisons de justice	287
a) <i>Arrêté royal du 13 juin 1999</i>	287
b) <i>Code d'instruction criminelle</i>	288
3. Répartition géographique	288
C. <i>L'assistant de justice</i>	289

1.	Positionnement professionnel de l'assistant de justice	289
2.	Base de l'intervention de l'assistant de justice	290
D.	<i>La commission de probation</i>	291
1.	Définition	291
2.	Une commission réhabilitative pour une mission réparatrice	292
3.	Rôle de contrôle	293
4.	Rôle d'adaptation du contenu de la peine de travail	293
5.	Rôle dans l'application de la peine de substitution	294
E.	<i>Les lieux d'exécution de la peine de travail</i>	295
1.	Définition	295
2.	Contexte	295
3.	Catégories et définitions des lieux d'exécution	296
4.	Répartition géographique des lieux de prestation	298
5.	Nombre de lieux et de postes	300
6.	Disponibilité de lieux de prestation par arrondissement judiciaire	301
7.	Législation sur le bien-être au travail <i>versus</i> peine de travail	301
F.	<i>Les partenaires d'exécution (S.E.M.J.A.)</i>	303
1.	Définition	303
2.	Répartition territoriale des partenaires d'exécution	304
3.	Types de partenaires d'exécution	305
4.	Cadre légal	308
5.	« Plan global » : liste des communes subventionnées	308
6.	« Plan global » : structuration en Belgique	311
7.	Liste des A.S.B.L. subventionnées via le « Fonds de sécurité routière »	313
8.	Liste des A.S.B.L. subventionnées « Projets nationaux- Budget S.P.F. Justice »	313
SECTION 3		
	L'exécution de la peine de travail	314
A.	<i>Aperçu des instructions pour l'exécution et le suivi de la peine de travail</i>	314
1.	Résumé de la réception de la peine de travail	315
2.	Résumé de la sélection d'un lieu de prestation sans partenaire d'exécution	315
3.	Résumé de la sélection d'un lieu de prestation dépendant d'un partenaire d'exécution	316
4.	Résumé du suivi de l'exécution de la peine de travail sans partenaire d'exécution	316
5.	Résumé du suivi de l'exécution de la peine de travail avec partenaire d'exécution	318
B.	<i>Résumé du parcours du justiciable devant effectuer une peine de travail</i>	320
	Conclusion	323
	Bibliographie	324